

Caucase du Sud, un nouvel échiquier stratégique ?

Par **Gaïdz Minassian**

Gaïdz Minassian est journaliste au *Monde*, enseignant à Sciences Po et auteur de plusieurs ouvrages, dont *Arménie-Azerbaïdjan, une guerre sans fin ?* (Paris, Passés composés, 2024).

Les États du Caucase du Sud cherchent à déterminer leur place sur une scène internationale de plus en plus fragmentée. Aux enjeux régionaux – l'avenir de la démocratie en Géorgie et la paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan – s'ajoutent des défis mondiaux entre puissances majeures à propos du processus de désenclavement de la région : le Caucase du Sud doit-il être ouvert à toutes, donc à l'Occident, ou relève-t-il du domaine réservé des puissances eurasiennes ?

politique étrangère

Difficile d'y voir clair dans ce Caucase du Sud (Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie) en pleine mutation, à l'instar d'un monde entré en transition sous l'effet d'une plus forte rivalité, entre les puissances qui veulent conserver l'ordre mondial tel qu'il est et celles qui contestent une domination occidentale supposée. Coincé entre la guerre classique qui oppose la Russie à l'Ukraine en Europe orientale et la guerre asymétrique entre Israël, le Hamas et ses parrains (Hezbollah, Syrie, Iran) à Gaza, le Caucase du Sud essaie de trouver une place stable sur une scène internationale de plus en plus morcelée.

De prime abord, rien n'a changé dans cet isthme sud-caucasien : la conflictualité reste de mise entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, la démocratie est contestée à Tbilissi et à Erevan, l'Azerbaïdjan du dictateur Aliev est la seule puissance régionale, le tout étant encerclé par d'anciens empires au fort appétit. Pourtant, le Caucase du Sud n'échappe pas à la recomposition géopolitique mondiale[1] où les puissances des hémisphères est et sud se heurtent à une poussée sans précédent de l'Occident – ce qui complique la lecture de développements régionaux déjà difficiles d'accès.

1. T. de Montbrial et D. David (dir.), *Ramses 2024*. *Un monde à refaire*, Paris, Dunod/Ifri, 2023.

Pour autant, peut-on parler d'un nouvel échiquier stratégique dans le Caucase du Sud, où s'interpénètrent des forces classiques et nouvelles aux intérêts parfois complémentaires, souvent contradictoires, où se cristallise aussi un choc entre des processus fluides réversibles et des lourdeurs structurelles parfois obsolètes ?

Dans cette confusion géopolitique, militaire, politique, économique, sociale et culturelle, deux vecteurs se dégagent qui aident au décryptage, porteurs d'un double enjeu régional. D'une part, la dialectique démocratie/autocratie dans laquelle la Russie joue un rôle déterminant[2] : si la démocratie l'emporte dans les trois républiques, l'autocratie recule et, avec elle, l'influence russe. En revanche, si la démocratie perd du terrain dans la région, la Russie conforte sa rhétorique néo-impériale de l'« étranger proche », comme si le monde tournait encore autour des zones d'influence. D'autre part, les perspectives d'ouverture régionale sont l'objet de deux approches discordantes : d'un côté celle qui défend l'idée d'un Caucase du Sud ouvert à tous, de l'autre celle qui favorise le désenclavement eurasien de la région. De cette double confrontation, parfois invisible mais incessante, parfois inintelligible mais incandescente, sortira un Caucase du Sud au visage toujours marqué par la conflictualité, de basse ou haute intensité, mais mieux intégré, ou non, aux dynamiques globales et aux enjeux mondiaux.

Démocratie ou autocratie ?

S'il ne fait pas l'unanimité dans la communauté des chercheurs et experts, le clivage démocratie/autocratie propose, pour le Caucase du Sud, une grille de lecture cohérente de la fragmentation du système international. Dans ce couloir stratégique plus qu'ailleurs peut-être, les logiques démocratiques sont depuis longtemps en rivalité avec les logiques autocratiques, avec respectivement d'un côté l'Arménie et dans une moindre mesure la Géorgie, et de l'autre l'Azerbaïdjan. À cette première grille d'interprétation, une seconde plaque, militaire cette fois, s'ajoute pour les trois États sud-caucasiens, perméables à l'évolution de la guerre en Ukraine et à celle du conflit larvé entre Israël et l'Iran.

Russie : ne rien lâcher sans se précipiter

Par son histoire et sa géographie, Moscou fait sans aucun doute le lien entre ces différentes couches et conserve une influence dans son ancien pré carré. Dans l'hypothèse où tous les voyants passeraient au vert pour

2. A. de Tinguy (dir.), *La Russie dans le monde*, Paris, CNRS Éditions, 2019.

la Russie – succès contre l'Ukraine, affirmation de sa relation avec l'Azerbaïdjan, triomphe de ses soutiens en Géorgie et en Arménie –, l'autocratie se renforcerait, les anciennes républiques soviétiques perdraient leur souveraineté et le Caucase du Sud repasserait sous contrôle de Moscou. Inversement, si les voyants tournaient à l'orange pour le Kremlin – défaite en Ukraine, victoire démocratique en Arménie et en Géorgie, progrès de la paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan –, le Caucase du Sud s'émanciperait de la tutelle russe, la démocratie se renforcerait et les États post-soviétiques gagneraient en souveraineté. À cette heure, nul scénario n'est écrit, tant la fluidité des dynamiques rend toute démonstration incertaine.

Enlisée depuis deux ans et demi en Ukraine, la Russie montre quelques signes de difficultés dans la gestion de sa périphérie, sans que l'édifice entier soit remis en cause. Qu'il s'agisse de l'Asie centrale ou du Caucase du Sud, Moscou ne peut consacrer l'attention et les ressources nécessaires à l'imposition de son agenda à des voisins perturbés par la guerre en Europe et préoccupés pour leur souveraineté. Ce reflux de l'hégémonie russe ne signifie pas pour autant que Moscou soit devenu fébrile dans le traitement des dossiers. Au contraire, Vladimir Poutine maintient les apparences d'un leader imperturbable qui suit son agenda[3]. Il compte sur la présence militaire russe dans ces pays et a donné un sérieux coup d'accélérateur à ses ambitions néo-impériales depuis que la Russie a lancé, au printemps 2024, trois opérations simultanées : son offensive sur Kharkiv à l'est de l'Ukraine, sa manœuvre de déstabilisation de l'Arménie en téléguidant le mouvement de contestation contre le régime démocratique de Nikol Pachinian et son soutien à Tbilissi dans l'examen de la loi sur les agents de l'étranger.

L'objectif de la Russie est de normaliser ses relations avec les trois États, pour préserver son influence contestée, et de mettre en œuvre d'autres perspectives de désenclavement de l'ensemble du Caucase, loin de toute ingérence occidentale. Empêtrée en Ukraine et confrontée à quatorze paquets de sanctions occidentales depuis février 2022, la Russie table sur le commerce avec les trois États, qui ne participent pas aux mesures coercitives occidentales et développent au contraire une forte coopération économique avec Moscou[4]. Outre la dépendance mutuelle qui s'intensifie

---

3. T. de Waal, « Putin's Hidden Game in the South Caucasus », *Foreign Affairs*, 3 juin 2024.
4. En 2023, les échanges commerciaux se sont élevés à plus de 7 milliards de dollars entre la Russie et l'Arménie, à 2,5 milliards de dollars entre la Russie et la Géorgie, et à 4,3 milliards de dollars entre la Russie et l'Azerbaïdjan. Les exportations de produits azerbaïdjanais vers la Russie sont passées depuis 2020 de 709 millions de dollars à 1,2 milliard de dollars ; les exportations arméniennes vers la Russie de 611 millions de dollars à 3,38 milliards de dollars ; et les exportations géorgiennes vers la Russie de 441 millions de dollars à 657 millions de dollars. E. Teslova, « Russia-Armenia Trade Turnover Set Record in 2023: Putin », Anadolu Agency, 9 mai 2024, disponible sur : www.aa.com.tr ; « Azerbaijan Exports to Russia », Trading Economics, juillet 2024, disponible sur : https://tradingeconomics.com.

entre ces partenaires, les statistiques montrent également que le prisme économique doit l'emporter sur les considérations politiques pour comprendre la stratégie de la Russie dans la région.

Le volet institutionnel ne doit pas être négligé, mais Moscou n'est pas en mesure d'accorder une prééminence à la politique pour imposer son agenda ou rivaliser avec l'Occident. Son économie d'extraction et de rente est aussi dépendante de ses voisins. Autrement dit, bien qu'il puisse s'irriter du virage pro-occidental de l'Arménie ou des connivences entre Occident et Azerbaïdjan, le Kremlin ne freine pas son commerce avec Erevan ou Bakou. Plus la guerre en Ukraine s'enlise, plus le facteur économique s'impose comme priorité à Moscou, et moins la coopération entre la Russie et les États du Caucase a d'alternative – même si la dépendance économique de ces derniers à l'égard de Moscou est moins forte qu'auparavant.

Moscou n'est pas en mesure d'imposer son agenda

Tenant compte de cette prééminence de l'économie sur le politique, la Russie se fonde sur ses acquis pour jouer ses cartes dans la région. Le président Poutine tient en particulier à rappeler la « légitimité » de la déclaration du 9 novembre 2020, qui a mis fin à la guerre des 44 jours entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Ce compromis en neuf points le campe en situation idéale de médiateur dans le conflit, loin de toute interférence occidentale, et lui permet de peser sur l'avenir de la région, notamment à propos du dernier point de l'accord tripartite sur l'ouverture de nouveaux axes reliant Bakou au Nakhitchevan *via* le territoire souverain arménien dont le tronçon passerait sous contrôle des services secrets russes.

Dans cette même logique, Moscou condamne l'Occident pour provocations contre la paix et l'ordre régional, et tentatives de disqualification de la Russie sur toute sa périphérie. Même si l'Arménie pratique la politique de la chaise vide à l'Organisation du traité de sécurité collective et à la Communauté des États indépendants (CEI), Moscou s'impatiente mais ne prend pas encore de mesure de représailles. Et si l'Arménie a obtenu le retrait progressif des garde-frontières russes de l'aéroport de Zvartnots (Erevan) et de points stratégiques dans le pays, Moscou n'a pas cherché à en ralentir l'évacuation.

La Russie se contente d'encourager le mouvement « Tavouch pour la patrie » contre Nikol Pachinian et de laisser se répandre une propagande anti-arménienne dans ses propres médias. Elle ne peut aller trop loin dans l'expression de sa rancœur contre Erevan, compte tenu du fait qu'elle fait

endosser l'entière responsabilité de la dégradation des relations bilatérales au régime pro-occidental d'Erevan. Si bien qu'en misant sur le départ à terme de Nikol Pachinian, elle diffuse un narratif selon lequel le Premier ministre arménien constitue le seul obstacle à la bonne marche de la vieille alliance Arménie-Russie. C'est aussi dans ce sens qu'il faut comprendre l'incapacité de Moscou à manœuvrer comme il le voudrait l'Azerbaïdjan contre l'Arménie, dans la mesure où le président Poutine entend garder son image d'« ami de l'Arménie »…

Le flou entoure cependant l'accord Moscou-Bakou sur le retrait du contingent russe stationné dans le Haut-Karabagh, mis en place en 2020 et dont le mandat devait expirer en 2025, retrait accéléré[5] en 2024 par l'épuration ethnique de l'enclave de septembre 2023. Moscou a rapidement mis à exécution ce retrait tactique mais qu'a-t-il obtenu en échange ? Une pression supplémentaire sur Erevan pour mettre en place le couloir du Zanguezour ? Une opération éclair de l'Azerbaïdjan contre l'Arménie en vue de renverser la démocratie à Erevan ? Est-ce le moment, pour la Russie, de satisfaire la Turquie, avec laquelle les relations demeurent pourtant équivoques, et de montrer une nouvelle fois que l'alliance avec l'Arménie est une chimère, comme le prétendent dirigeants et experts arméniens ?

La Russie compte également sur l'accord gazier Union européenne (UE)-Azerbaïdjan pour conforter sa présence dans le Caucase du Sud. Signé en 2022, il prévoit le doublement des livraisons de gaz azerbaïdjanais aux marchés européens. La Russie et l'Azerbaïdjan contournent les sanctions en permettant à Bakou de réexporter discrètement vers l'Ouest, et au prix fort, un gaz russe acquis à bas prix ; et 20 % du gisement gazier de Shah Deniz, dans la mer Caspienne, appartiennent à la société russe Lukoil, qui prélève sa part du tarif élevé. Moscou et Bakou profitent de ce marché de dupes avec Bruxelles pour développer leurs économies respectives, leur partenariat stratégique et assurer à la Russie une présence durable et confortable sur le dos des Européens.

Même dynamique de la Russie dans sa relation avec la Géorgie. Considérée comme le partenaire privilégié des Occidentaux dans la région depuis la chute de l'URSS, et surtout la guerre contre la Russie en 2008, la Géorgie n'a plus pris ses distances avec Moscou depuis l'arrivée au pouvoir en 2012 du parti Rêve géorgien, aux mains de l'oligarque Bidzina Ivanichvili, dont la majeure partie de la fortune a été amassée en Russie. Alors que Tbilissi a obtenu en 2023 son ticket de candidat à l'UE, nulle

5. « Azerbaijan Says All Russian Troops Left Nagorno-Karabakh », Radio Free Europe/Radio Liberty, 12 juin 2024.

précipitation n'est perceptible à Moscou dans la relation avec ce voisin ambivalent : si le gouvernement et le Parlement y sont pro-russes, la présidence de la République et la société civile sont pro-occidentales. La dépendance économique à l'égard de la Russie a quelque peu baissé en 2023, mais le nombre d'entreprises russes présentes sur le marché géorgien est, lui, à la hausse[6]. Si les deux pays ont repris en 2023 les vols directs entre Moscou et Tbilissi, le processus de Genève mis en place sur l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie reste bloqué[7] à l'issue du 61e round de négociations multilatérales des 25 et 26 juin 2024. Autrement dit, la Russie continue de diviser la société géorgienne, comme l'illustre l'adoption de la loi controversée sur les « agents de l'étranger » en mai 2024.

Détentrice d'une des clés de l'avenir du Caucase du Sud, la Russie entend y imposer une « paix impériale » : une approche qui la met en situation d'arbitre de la stabilité. Pour éviter un tel scénario, les trois États sud-caucasiens doivent relever des défis vitaux pour leur souveraineté. Arménie et Azerbaïdjan, en guerre depuis la chute de l'URSS, sont appelés à relever le défi de la paix et de la sécurité régionale, à quelques mois de la COP 29 qui se tiendra à Bakou du 11 au 22 novembre 2024. En proie à de fortes tensions internes, la Géorgie doit s'attaquer au défi de la démocratie et de l'Europe, à l'approche de législatives à haut risque prévues le 26 octobre 2024.

Arménie-Azerbaïdjan : le défi de la paix et de la sécurité

Pour la première fois depuis la chute de l'URSS, après trois guerres (1990-1994, 2016 et 2020), l'Azerbaïdjan et l'Arménie se sont accordés le 19 avril 2024 pour délimiter un tronçon de leur frontière commune, au nord de leur territoire. Quatre ans après la défaite militaire d'Erevan en 2020 et un an après l'épuration ethnique des Arméniens du Haut-Karabagh menée par l'Azerbaïdjan en 2023, Erevan et Bakou ont rendu public le 23 avril un premier compromis portant sur la restitution à Bakou de parcelles de quatre villages frontaliers saisis par les Arméniens en 1991. Salué par la communauté internationale, cet accord ouvre de nouvelles perspectives, incitant Ilham Aliev à déclarer[8] un accord de paix avec l'Arménie « plus proche que jamais ». Mais si Erevan parle de « paix de droit » – respect de l'ordre mondial, du droit international humanitaire et de l'intégrité territoriale des États sur la base des accords d'Alma-Ata du

6. « TI Report on Georgia's Economic Dependence on Russia in 2023 », Civil Georgia, 16 février 2024, disponible sur : https://civil.ge.
7. « 61st Round of Geneva International Discussions », Civil Georgia, 27 juin 2024, disponible sur : https://civil.ge.
8. Dépêche AFP du 23 avril 2024.

21 décembre 1991, constitutifs de la CEI, conformément aux tracés de frontières administratives des anciennes républiques soviétiques (1976) –, Bakou plaide en faveur d'une « paix de punition ». L'Azerbaïdjan entend assortir sa victoire militaire d'une victoire politique. Le premier but de guerre étant rempli – suppression du Haut-Karabagh et du corridor de Latchine –, reste à concrétiser le second volet de cette paix : obtenir l'ouverture du couloir du Zanguezour. Dans ces conditions, comment interpréter l'accord d'avril ?

De prime abord, l'Azerbaïdjan récupère des territoires perdus, quand l'Arménie ne cède rien – puisque les parcelles restituées n'ont jamais fait partie de son assiette géographique – et se déclare satisfaite de voir Bakou négocier sur la base de cartes fondées sur les accords d'Alma-Ata, ce qui constitue un précédent pour l'Azerbaïdjan. Mais à y regarder de plus près, plusieurs raisons expliquent ce premier signe d'apaisement de la part de Bakou. En apprenant, trois jours avant cet accord, que les États-Unis adoptaient une aide à l'Ukraine de 57 milliards d'euros, l'Azerbaïdjan a pris acte du surengagement américain en Europe orientale et caucasienne. Bakou a aussi pris la mesure des projets de sanctions contre les avoirs de certaines personnalités azerbaïdjanaises au Parlement européen et au Congrès américain, qui accusent Bakou de violations du droit international humanitaire, de maintien en détention arbitraire de prisonniers politiques arméniens originaires de Stepanakert et d'épuration ethnique au Haut-Karabagh. L'Azerbaïdjan sait également que la guerre larvée entre Israël et l'Iran – frappes aériennes de part et d'autre – l'expose, comme voisin direct de Téhéran et partenaire militaire de l'État hébreu.

Avec l'accord d'avril 2024, Bakou tente de redorer son blason

En acceptant le compromis avec Erevan, Bakou évite de se retrouver en première ligne des tensions israélo-iraniennes. L'Azerbaïdjan, qui se méfie du réarmement progressif de l'Arménie, pense de plus que l'accord avec Erevan peut avoir pour effet de ralentir les ventes d'armes à l'Arménie. Enfin, Bakou donne à travers ce premier accord des gages de bonne volonté à la communauté internationale et redore son blason à quelques mois de la COP 29, le but étant d'empêcher tout boycott, même si, en France, plusieurs grandes villes dont Paris ont annoncé qu'elles ne se rendraient pas dans la capitale azerbaïdjanaise à l'automne.

Plusieurs questions restent cependant en suspens. Par exemple, Bakou acceptera-t-il de négocier avec l'Arménie, toujours sur la base des accords d'Alma-Ata, quand arriveront à l'agenda la question d'Ardzvachen – une enclave arménienne située en Azerbaïdjan –, le retrait azerbaïdjanais des

200 km² de territoires arméniens occupés depuis 2021 et la délimitation de la frontière sud dans le Siunik arménien, à travers lequel Bakou veut ouvrir son couloir du Zanguezour ? Le président Ilham Aliev donne l'impression de vouloir simplement gagner du temps, partant du principe que la paix avec l'Arménie dépendra de l'évolution des conflits en Ukraine et au Proche-Orient, ou d'autres facteurs, comme l'avenir de la démocratie en Géorgie.

Géorgie : le double défi de la démocratie et de l'Europe

Prévues pour octobre 2024, les prochaines élections législatives sont d'une importance capitale pour la démocratie en Géorgie et, par ricochet, en Arménie, mais aussi pour la relation Géorgie-Russie. Dans le Caucase du Sud, rares ont été les moments où un simple scrutin revêtait autant d'enjeux que celui qui opposera le parti Rêve géorgien, au pouvoir depuis 2012, à une large partie de la société géorgienne pro-européenne.

Retoqué une première fois en mars 2023 sous la pression populaire, le projet de loi sur les « agents de l'étranger » est revenu à l'ordre du jour du Parlement après la démission du Premier ministre Irakli Garibashvili le 29 janvier 2024, remplacé[9] par Irakli Kobakhidze le 8 février – tous les deux étant issus du même parti pro-Moscou. Inspiré d'une loi répressive russe, le texte adopté le 28 mai puis ratifié le 3 juin 2024 a poussé l'opposition à s'unir dans un front commun pour les législatives d'octobre, sous la houlette de la présidente Salomé Zourabichvili, hostile à cette manœuvre plus ou moins commanditée par Moscou. Calquée sur le modèle russe, la loi géorgienne oblige les organisations non gouvernementales et médias recevant au moins 20 % de leur financement de l'étranger à s'enregistrer sous soixante jours en tant qu'« organisation servant les intérêts d'une puissance étrangère »[10] et à se soumettre à un contrôle administratif accru. L'opposition parlementaire et la présidente de la République ont dénoncé cette « loi scélérate » qui, outre qu'elle prépare le terrain à la surveillance de la campagne des législatives, prive les Géorgiens de leurs droits démocratiques.

Dans la même veine liberticide, le Parlement géorgien a voté le 27 juin en première lecture un projet de loi interdisant la « propagande LGBT », également similaire à une législation utilisée en Russie pour réprimer les minorités sexuelles. Face à ce virage conservateur, la cheffe de l'État géorgien a appelé l'opposition à se rassembler autour d'une charte pour créer

9. « Parliament Confirms PM Kobakhidze and his Cabinet of Ministers », Civil Georgia, 8 février 2024, disponible sur : https://civil.ge.
10. F. Vincent, « Gel du processus d'adhésion de la Géorgie à l'Union européenne », *Le Monde*, 10 juillet 2024.

une « nouvelle réalité politique ». Cette charte, qui a obtenu le soutien de plusieurs partis, appelle à de vastes réformes après le scrutin d'octobre 2024, à la formation d'un gouvernement multipartite transitoire, à l'abrogation de la loi sur l'« influence étrangère » et à des réformes électorales, judiciaires et dans la police. Cent ans après le soulèvement de la Géorgie contre le pouvoir bolchevik à l'été-automne 1924, un vent de liberté souffle à nouveau sur Tbilissi, dont l'enjeu intéresse au premier chef les États-Unis et l'UE, consternés par le revirement stratégique du gouvernement géorgien alors que l'orientation euro-atlantique est inscrite dans la Constitution de ce pays, clé d'entrée de l'Occident dans le Caucase du Sud mais aussi source du bras de fer avec la Russie.

Ouverture globale ou désenclavement eurasien ?

L'avenir des États du Caucase du Sud est en suspens : l'Arménie attend la signature d'un accord de paix pour envisager un futur serein ; la Géorgie attend une élection cruciale pour sa démocratie ; et l'Azerbaïdjan attend un alignement des planètes pour lancer une opération éclair contre Erevan, Bakou n'ayant pas renoncé à l'usage de la force pour obtenir gain de cause. L'actualité sud-caucasienne est d'autant plus imprévisible qu'elle se déroule sur fond de retour de l'Occident, de manœuvres stratégiques des puissances néo-impériales (Russie, Turquie, Iran, Chine) et d'irruption de l'Inde dans le jeu régional. L'enjeu de cette compétition mondiale est simple : le désenclavement du Caucase du Sud sera-t-il ouvert à toutes les puissances globales ou réservé aux seules puissances eurasiennes ?

Les stratégies de pénétration occidentale

Exploitant l'enlisement de la Russie en Ukraine, les États-Unis et l'UE profitent du refroidissement, depuis 2020, des relations entre Moscou et Erevan pour intensifier leur présence dans le Caucase du Sud. Leur objectif est d'accentuer le reflux de la Russie sur sa périphérie, pour l'empêcher de faire empire. Cette stratégie occidentale consiste à imposer une « paix juste », fondée sur le respect des souverainetés et de l'intégrité territoriale des trois États sud-caucasiens et une méthode de négociation rompant avec l'approche intrusive de Moscou. Ainsi est-il inconcevable, pour Washington et Bruxelles, de privilégier l'un des trois pays au détriment des deux autres. Dans le cas arméno-azerbaïdjanais, il s'agit donc de « placer » l'Arménie dans leur escarcelle sans « perdre » l'Azerbaïdjan. C'est toute la difficulté de la figure acrobatique adoptée auprès d'Erevan et de Bakou. L'exercice est d'autant plus risqué pour les Occidentaux que le pari de la paix arméno-azerbaïdjanaise se double d'un autre défi : obtenir une victoire de la démocratie en Géorgie afin de renforcer une politique d'harmonisation des politiques sud-caucasiennes.

Washington, Bruxelles et Paris s'accordent en effet pour soutenir la démocratie et désenclaver le Caucase du Sud en observant la mise en œuvre du corridor médian courant de l'Asie centrale à l'Europe[11], et l'ouverture, par ricochet, de tous les axes commerciaux sur la base du plan de Nikol Pachinian en faveur d'un « carrefour de la paix », contre la proposition russo-azerbaïdjanaise du couloir du Zanguezour. Mais l'Occident ne ferme pas pour autant la porte à l'Azerbaïdjan, puisqu'il s'est mobilisé pour que la COP 29 ait lieu à Bakou. Si Américains et Européens s'entendent sur un objectif commun de contournement de la Russie, ils n'adoptent cependant pas la même méthode pour y parvenir. Les États-Unis misent sur un Azerbaïdjan fidèle à ses engagements pro-occidentaux (carrefour énergétique et refus d'alliance avec la Russie), sur un partenariat stratégique avec l'Arménie (manœuvres militaires conjointes depuis deux ans, réforme de l'appareil de sécurité, coopération nucléaire, décorrélation entre la Russie et l'Arménie) et sur un sursaut démocratique en Géorgie.

Washington, Bruxelles et Paris s'accordent pour désenclaver le Caucase du Sud

L'UE et la France n'adoptent pas la même attitude. La première tient à son partenariat gazier avec l'Azerbaïdjan mais s'inquiète de plus en plus du virage autocratique du régime de Bakou, notamment depuis le net rapprochement entre leaders illibéraux – Viktor Orbán, Vladimir Poutine, Ilham Aliev et Xi Jinping. Elle tient aussi au tournant pro-européen de l'Arménie (mission d'observation de l'UE, soutien aux réformes à Erevan, aide militaire dans le cadre de la Facilité européenne pour la paix) et scrute l'évolution en Géorgie. Quant à la France, elle a ouvertement pris position en faveur de l'Arménie, en changeant de paradigme dans sa relation avec Erevan, puisque celle-ci est passée d'un modèle mémoriel et humanitaire à un modèle économique et stratégique par le biais de livraisons d'armes à Erevan, ouvrant ainsi une « route militaire » *via* la Géorgie. La France penche d'autant plus du côté arménien que sa relation avec l'Azerbaïdjan traverse une forte zone de turbulences. Bakou accuse Paris de politique « partiale, islamophobe et irresponsable » et contre-attaque avec un soutien massif à tous les mouvements indépendantistes, de la Nouvelle-Calédonie à la Corse, au nom de la lutte contre le colonialisme. Bien disposés à soutenir l'unité du Caucase du Sud, les Occidentaux n'ignorent pas que cette ambition relève d'un double pari.

11. J. Bouissou, « L'Asie centrale, nouveau carrefour commercial entre la Chine et l'Union européenne », *Le Monde*, 28 décembre 2023.

Le double pari occidental

Avec la COP 29, Américains et Européens disposent d'un levier de pression sur Bakou pour le dissuader d'enclencher une opération d'envergure contre Erevan. Ils multiplient les démarches diplomatiques pour obtenir la signature d'un accord de paix entre les deux pays[12], saisissant toutes les opportunités pour y parvenir (UE, Communauté politique européenne, Organisation du traité de l'Atlantique nord, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe). Comme ils savent aussi que Bakou traîne les pieds, jusqu'à pratiquer la surenchère pour éviter tout accord – avec, par exemple, l'exigence d'une réforme de la Constitution arménienne comme préalable à la paix –, les Occidentaux ont décidé de réarmer l'Arménie, à la fois pour qu'elle dépende moins de Moscou mais aussi pour réduire le différentiel stratégique entre Arméniens et Azerbaïdjanais, et ainsi montrer à Bakou qu'une attaque éclair contre Erevan pourrait lui être très coûteuse. Cette approche dissuasive, quand bien même produit-elle des effets, reste insuffisante. Tout l'intérêt des Occidentaux est de trouver un nouveau levier d'influence après la COP 29 pour empêcher Bakou d'entrer dans une logique de guerre. Or le président Aliev pense que l'Occident ne peut prendre le risque de « perdre » l'Azerbaïdjan, autoproclamé seule puissance du Caucase du Sud.

À ce pari arméno-azerbaïdjanais s'ajoute pour les Occidentaux le pari géorgien. Américains et Européens ont été clairs avec Tbilissi : depuis le tournant conservateur du gouvernement d'Irakli Kobakhidze, les processus de coopération sont remis en question, ou gelés. Les Américains ont suspendu les manœuvres militaires Noble partenaires prévues du 25 juillet au 6 août 2024 et ont annoncé des sanctions visant des dizaines de responsables géorgiens impliqués dans la loi liberticide. Ils ont dénoncé les accusations de Tbilissi selon lesquelles Washington « pousserait la Géorgie à ouvrir un second front contre la Russie afin d'alléger la pression sur l'Ukraine[13] » et aurait participé « à deux tentatives de coup d'État contre le parti au pouvoir[14] ». De son côté, l'UE a annoncé, fin juin 2024, que le processus d'adhésion de la Géorgie s'est arrêté « *de facto* ». Toutefois, Américains et Européens, qui attendent beaucoup du scrutin du 26 octobre à Tbilissi, ne ferment pas résolument la porte à la Géorgie. L'exercice international Agile Spirit 2025, dans le cadre du partenariat militaire américano-géorgien, est toujours programmé et l'UE n'a pas gelé son aide militaire à Tbilissi dans le cadre de la Facilité européenne pour la paix.

---

12. H. Buniatian, « During Yerevan Visit, U.S. Diplomat Says Armenia-Azerbaijan Deal A "Momentous" Step Foward », Radio Free Europe/Radio Liberty, 12 juin 2024.
13. Dépêche AFP du 5 juillet 2024.
14. *Ibid*.

L'enjeu du scrutin d'octobre est local et international. La poussée démocratique serait un gage d'harmonisation des politiques régionales, l'Arménie ayant intérêt à voir la Géorgie pro-occidentale l'emporter, à la fois pour des raisons économiques (désenclavement) et stratégiques (route militaire Europe-Arménie). Plus largement, la victoire du camp pro-occidental serait un gage d'unité politique et économique entre Washington, Bruxelles et les marchés sud-caucasiens, mieux intégrés face à des puissances eurasiennes remontées à bloc.

La riposte des puissances néo-impériales

Si les puissances des hémisphères est et sud sont jalouses de leur souveraineté, elles ne se méfient pas toutes de la même manière de la poussée occidentale en Eurasie. La Russie, la Turquie et l'Iran adhèrent au projet russe « 3+3 », qu'elles entendent mettre en place avec les trois États du Caucase du Sud – un format de coopération multidimensionnelle sans participation de l'Occident. À ce jour, rien de concluant n'en est sorti, Turcs et Iraniens n'ayant pas les mêmes intérêts que la Russie. En difficulté économique, Ankara est soucieux de son alliance avec les États-Unis et joue sa propre partition, entretenant avec la Russie des relations équivoques. La Turquie préfère, par exemple, un voisinage docile avec une Arménie éloignée de la Russie et compte sur son partenariat avec Bakou pour pousser ses pions (coopération entre États turcophones, couloir du Zanguezour), tout en prenant acte de la politique arménienne intense de Washington. Pour les Américains, un des moyens d'obtenir un accord entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan est d'en passer par une médiation turque auprès de Bakou. Washington cherche ainsi à découpler le volet arméno-turc du volet arméno-azerbaïdjanais, pour faciliter l'ouverture de la frontière entre la Turquie et l'Arménie.

De son côté, l'Iran a rappelé, depuis l'élection de son nouveau président Massoud Pezeshkian en juillet 2024, que sa diplomatie régionale ne changerait pas : respect de l'intégrité territoriale des États de la région et refus du couloir du Zanguezour – deux principes que les Iraniens partagent avec les Occidentaux. La Russie, dont les relations avec Ankara se sont distendues, a scellé un partenariat stratégique avec l'Iran, notamment depuis la guerre d'Ukraine. Ce resserrement du couple russo-iranien a incité l'opposition en Arménie à redoubler d'effort pour renverser le régime de Nikol Pachinian et retrouver ainsi le bon vieux temps du trio Moscou-Erevan-Téhéran. Dans cette perspective, l'Azerbaïdjan maintient la pression sur Erevan et, histoire de jouer la montre avec les États-Unis sans se jeter dans les bras de Moscou, le président Aliev court derrière un partenariat stratégique avec la Chine. Mais Pékin, pour être sensible à

cet appel du pied de Bakou – un tel partenariat ouvre de nouvelles perspectives économiques pour la Chine vers l'Europe –, appelle à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les États, ce qui revient à rejeter la version azerbaïdjanaise du couloir du Zanguezour.

Quant à l'Inde, tout en étant l'alliée de l'Occident dans l'Indo-Pacifique et un partenaire stratégique de l'Arménie (coopération militaire[15]), elle tient aussi à sa relation avec la Russie et l'Iran au nom de sa doctrine du multi-non-alignement. New Delhi, qui ne participe pas aux sanctions contre la Russie, a l'ambition d'ouvrir de nouvelles routes avec l'ensemble des acteurs de la région. Les premiers projets ont d'ailleurs déjà été réalisés, avec l'International North-South Transport Corridor qui relie Bombay à Saint-Pétersbourg *via* l'Iran et l'Azerbaïdjan. Comme New Delhi entend également diversifier ses voies commerciales, les Indiens réfléchissent à plusieurs axes routiers, dont l'un les relierait à l'UE *via* l'Iran, l'Arménie et la Géorgie.

* * *

L'enjeu n'est donc pas de savoir si le désenclavement du Caucase du Sud est une réalité ou un mythe, mais plutôt d'en identifier le leadership. La question est d'autant plus excitante que la mutation de l'isthme caucasien, d'un conflit de haute intensité vers un conflit de basse intensité, fait écho à la transition écologique. Le Caucase du Sud constitue le point d'intersection des routes les plus courtes entre l'Europe et l'Indo-Pacifique, si le canal de Suez et le détroit d'Ormuz sont vus comme trop pollués et dangereux (conflit au Yémen, piraterie au large de la Somalie) ; la route par le cap de Bonne-Espérance étant, quant à elle, longue et trop coûteuse. L'heure étant aux économies d'échelle et au respect de l'environnement, le Caucase du Sud pourrait être un raccourci précieux et porteur d'espoir. Encore faudrait-il que les protagonistes, locaux comme mondiaux, en mesurent le caractère vital pour la paix et la défense de la planète, en rupture avec toutes formes de nationalismes.



Mots clés
Caucase du Sud
Russie
Arménie/Azerbaïdjan
Géorgie

15. Disponible sur : www.civilnet.am.